

Du temps des regrets ... à celui de la reconquête

Vincent Guibert



**Du temps des regrets ...
à celui de la reconquête
(#PrimaireG)**

Vincent Guibert

www.vincentguibert.com 2016 ©

ISBN 978-1-326-53160-7

Ce livret est la narration de presque quatre années de soutien, de déceptions, de frustrations, et de quelques satisfactions.

Il le fruit d'une analyse forcément partielle et nécessairement partielle d'un citoyen de base devenu militant décontenancé, élu local déboussolé qui demeure aujourd'hui inquiet mais néanmoins engagé et mobilisé.

Au départ était un billet de blog consécutif à une nième boulette fiscale du gouvernement, puis le clavier s'est un peu emporté.

A aucun moment je n'ai regretté ni d'avoir fait campagne pour Arnaud Montebourg lors de la primaire de 2011 puis pour François Hollande ensuite, ni d'avoir voté pour ce dernier en 2012.

Si seulement le gouvernement s'était attelé loyalement et méthodiquement à la réalisation du programme dont nous étions convenus et pour lequel il avait été élu, si seulement les alertes que nous avons sans cesse soulevées depuis l'hiver 2013 avaient été entendues et suivies d'effet...

Un grand merci à Isabelle, à Sophie, à Jean-Philippe et aux camarades qui ont pris du temps pour relire les premières versions de ce document et me faire part de leurs remarques et de leurs commentaires, ainsi qu'à tous mes amis qui depuis un an ont permis d'exprimer des priorités d'actions.

Vincent Guibert

Chef d'entreprise, ingénieur, consultant en management

Membre du Parti Socialiste depuis le 22 avril 2002

Conseiller Municipal de Boulogne-Billancourt

Du temps des regrets... à celui de la reconquête

Des électeurs déçus.....	9
Des réponses trop faibles.....	15
Une sortie « par le haut »	21
Huit priorités majeures	23
Un système à réinventer	27
Une fatalité à endiguer	33
Et maintenant ?	37

Des électeurs déçus

50% d'abstention, le FN à 30% voire à 40% et plus dans certaines régions en décembre 2015, 700000 chômeurs supplémentaires en 3 ans, plusieurs ministres démis pour fraude fiscale ou affaires financières, un président dont la popularité stagne autour de 20% dans les sondages, 2 millions de personnes modestes nouvellement soumises à l'impôt sur le revenu, le tiers de nos militants qui ont disparu, des électeurs qui nous tournent le dos. Pour prendre un seul exemple, dans ma commune de Boulogne-Billancourt, une bonne moitié des électeurs de François Hollande au deuxième tour de la présidentielle de 2012 n'est pas revenue voter pour nous ni aux municipales, ni aux européennes, ni aux départementales, ni aux régionales : est-ce pour cela que nous nous sommes battus depuis la défaite de Lionel Jospin en 2002 ? Est-ce pour cela que nous nous sommes mobilisés des soirées, des samedis, des dimanches, pour faire campagne en 2007, en 2012 et depuis ? Certainement pas.

Cette chute vertigineuse de nos performances électorales dans nos territoires, est-elle imputable à nos bilans locaux, à nos candidats ou à leurs programmes ? Encore moins. Je veux rendre hommage à celles et à ceux ont fait campagne ces derniers temps, dans ce contexte si morose.

La Région est l'acteur majeur du développement économique, et l'élection régionale aurait pu, aurait dû, être le vecteur de notre réhabilitation auprès de ceux qui nous ont fait confiance en 2012. Il n'en est rien, la rupture est consommée. La maestria tactique du Premier Secrétaire au lendemain du premier tour des élections régionales de décembre 2015, qui

a évité de donner la présidence de trois régions au FN, n'y changera rien.

L'électeur, et en particulier l'électeur urbain, se détermine dorénavant en fonction de jugements et de critères nationaux. Après quatre défaites cuisantes, toutes imputées après-coup à la situation nationale, quand nos instances nationales le comprendront-elles et en tireront-elles les conséquences ?

Alors, que s'est-il passé ? Sur la base du programme que le Parti Socialiste avait conçu, sur la foi du discours du Bourget étayé par les 60 engagements du candidat, nous avons élu un Président qui se voulait « normal », dont l'adversaire était « le monde de la finance », qui avait mis l'emploi des jeunes en priorité, qui promettait de relancer le pouvoir d'achat et de limiter les rémunérations abusives. Près de quatre ans après, bon nombre d'entre nous affichent leur déception, et bon nombre de nos électeurs nous ont quittés.

Certes tout n'a pas été négatif depuis 2012, loin de là : refondation de l'école, réforme du collège, retraite à 60 ans pour les carrières longues, mariage pour tous, relance de l'activité industrielle, lois sur la consommation, sur l'Economie Sociale et Solidaire, sur la sécurisation de l'emploi, sur la formation professionnelle, premières réformes territoriales, premières simplifications administratives. Autant de réformes en profondeur qui marqueront leur époque, qui sont réussies ou en voie de l'être à quelques ajustements près, aux dires de nombreux acteurs de terrain. Ces réformes ont également déclenché un tombereau de réactions corporatistes et conservatrices, mais aussi, ce qui est insoutenable, des propos haineux, racistes ou misogynes. Ces arguments ultimes ne

font que traduire la vacuité intellectuelle et politique de ceux qui n'ont rien à dire sur le fond.

Il y a eu aussi, et il faut s'en féliciter, un changement de style présidentiel, un ton toujours digne et courtois, un discours empreint de respect et qui ne stigmatise pas, qui ne monte pas une partie de la population envers une autre, un discours qui n'agresse pas en retour le journaliste qui se hasarde à poser une question, une posture qui ne fait pas honte à la France. Il y a aussi une justice qui avance sans entrave, quelle que soit l'orientation politique des personnes mises en examen. Près de quatre ans après l'élection, c'est environ 60% des engagements du candidat qui sont tenus ou en passe de l'être. Mais nous stagnons à ce niveau depuis une bonne année.

Indicateur Global d'Avancement du Changement IGAC
Evaluation #10 – Octobre 2014 – 56%
http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2014/10/indicateur-global-davancement-du-changement-igac-evaluation-10-octobre-2014-56/

Il y a eu, il faut le souligner, **une attitude présidentielle et gouvernementale remarquable** de dignité, de hauteur et d'autorité après les **attentats** qui ont endeuillé notre pays en janvier puis en novembre 2015. Il y eu enfin, il ne faudra pas l'oublier, un Président, son Ministre des Affaires Etrangères et sa Ministre de l'Environnement aux commandes de l'organisation de la **COP21** en décembre 2015, conférence conclue par un **accord mondial historique sur le climat**.

Et pourtant, malgré ces indéniables réussites, il y a eu ces terribles **renoncements** : maintien d'une politique austéritaire, abandon de la renégociation du TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance), du vote des

résidents étrangers et de la réforme fiscale après seulement une étape. Sur ce dernier point, nous avons observé ensuite un florilège d'atermoiements, de couacs, d'explications oiseuses invoquant la constitution ou l'héritage des sortants, un festival d'aller-retours donnant un douloureux sentiment d'improvisation, d'amateurisme et d'injustice, avec à l'époque un ministre des finances qui niait le problème de la parité Euro-Dollar, qui n'a rien réussi en matière de redressement des finances publiques et qui maintenant depuis Bruxelles maintient la pression sur le gouvernement et sur les travailleurs de notre pays.

Très tôt, dès l'été puis l'automne 2012 **les premières alarmes** ont retenti :

<http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2012/07/le-pilotage-cest-maintenant/>
<http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2012/10/les-boulets-cest-maintenant>
<http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2013/03/le-courage-cest-maintenant>

Fin 2012, le gouvernement invente un CICE sorti du chapeau alors que depuis 10 ans les motions du PS puis le programme électoral prônaient d'autres solutions pour restaurer la compétitivité des entreprises. Ensuite il y a eu ce **revirement** début 2014, vers une politique dite « de l'offre », privilégiant les allègements de charges pour les entreprises, financés par des baisses de dotations et de prestations, **sans discernement ni exigence de contreparties** en matière d'embauches.

Avec pour conséquence aujourd'hui **une économie qui ne redémarre pas**, malgré des frémissements dus à la baisse du pétrole et de l'euro et temporairement de faibles taux, une demande atone, un chômage en hausse, des déficits publics

qui ne se résorbent pas, quatre défaites électorales cuisantes en moins de deux ans, **un électorat déboussolé**, le tout sur fond de MEDEF cynique, arrogant et dont les provocations ressassant en boucle les questions des 35 heures, du coût du travail et de prétendues difficultés à licencier qui trouvent parfois écho au sein même de notre gouvernement.

Nos électeurs d'abord impatients puis progressivement inquiets, déçus, décontenancés, découragés, désabusés, **nous ont tourné le dos**. Ils ne sont pas revenus voter, ni pour un candidat socialiste, ni pour aucun autre. Et chez nos militants également, nous constatons ce même phénomène, avec une **nette baisse de l'affluence** lors de nos réunions de sections ou lors d'évènements publics.

Le nouveau souffle, c'est maintenant !

<http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2014/03/le-nouveau-souffle-cest-maintenant>

Le sursaut, la toute dernière chance, c'est maintenant.

<http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2014/09/le-sursaut-la-toute-derniere-chance-cest-maintenant>

Face à ces enjeux et à ces réactions, quelles ont été les réponses du Parti Socialiste ?

Des réponses trop faibles

Le Parti Socialiste n'a rien pu ou rien voulu entendre de ce que ses militants lui ont remonté de réunions de sections en conseils fédéraux. Des motions, votées à l'unanimité, alertant la direction nationale, appelant à une autre politique, ont été happées par un trou noir localisé du côté de la rue de Solférino.

Conseil fédéral des Hauts-de-Seine, 3 juin 2013 : Motion d'appui à la poursuite des réformes économiques et sociales

<http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2013/06/motion-dappui-a-la-poursuite-de-reformes-economiques-et-sociales/>

La cécité du PS est telle que dans les jours qui ont précédé le premier tour de chaque élection intermédiaire, on se plaisait à croire en haut lieu que « rien n'était joué ».

Certains de nos parlementaires ou de nos ministres lucides, honnêtes et courageux, ont très tôt constaté ces divergences entre ce qui avait été promis et ce qui se faisait ou ce qui ne se faisait pas. Ils ont agi loyalement, en silence, auprès du gouvernement, tentant de l'influencer et de le rappeler à ses engagements de 2012, mais vainement. Voyant que le débat ne pouvait avoir lieu ni avec le gouvernement, ni au sein du Parti Socialiste, **ils ont porté le problème sur la place publique** en 2014 après la déroute aux municipales. Ils ont alors, à l'initiative perfide d'un dirigeant socialiste, été qualifiés de « **frondeurs** » dans les media. Ces parlementaires courageux sont **l'honneur de la gauche** et du socialisme ces dernières années. Pourtant, ils sont fustigés dans leur propre camp, subissent des pressions et des chantages à l'investiture, tout cela parce qu'ils placent la **loyauté envers leur électorat**

et le respect des engagements au premier rang de leurs valeurs et de leurs priorités. Cette fidélité prime à leur sens sur les jeux d'appareils, les manœuvres d'investitures et autres préoccupations purement électoralistes.

Notre situation économique et sociale demeure préoccupante, les résultats ne sont pas là. La baisse de l'Euro et du pétrole créent les conditions d'une embellie et ne font que masquer la faiblesse de notre croissance et l'atonie du marché de l'emploi. On ne peut non plus ni prendre prétexte de la réalité terroriste, de la nécessité des interventions militaires en Afrique ou au Moyen Orient, des drames qui ont affecté notre territoire en janvier puis en novembre 2015, de la situation des réfugiés, ni garder les yeux fixés sur une courbe du chômage dont la dérivée nième s'infléchirait, pour s'affranchir du programme économique de 2012 et privilégier le pilotage à vue.

Les réponses que proposent le Parti Socialiste et le gouvernement depuis la rentrée dernière ne sont **pas à la hauteur** des enjeux :

- **Abandon définitif des marqueurs forts** de la dernière campagne présidentielle : réforme fiscale, droit vote des citoyens étrangers, Taxe sur les Transactions Financières, Séparation Bancaire, Taxe Carbone aux frontières de l'UE, renégociation du TSCG et en corollaire de ce dernier point, régulation des échanges au niveau des frontières de la zone Euro ou de l'UE,
- **Orientation incertaine de la réforme du droit du travail**, pourtant nécessaire, portée d'abord par un ministre en mal de motivation, et depuis septembre par une ministre novice dont la compétence en la matière reste à établir,

- Un détail qui en dit long, c'est l'**éviction des sujets économiques** de l'UE de La Rochelle et la relégation des tables rondes de la Commission Nationale Entreprises hors les murs de l'Espace Encan, comme s'il devenait tabou de parler de certains sujets devant les militants pour ne les aborder que face au MEDEF.
- Dernières **boulettes fiscales** de notre gouvernement, qui m'ont laissé pantois : La suppression de la demi-part des veuves a été décidée en 2008 par un gouvernement Fillon-Sarkozy. Ses effets étaient attendus depuis des années. Alors pour tenter de rattraper le coup, le Premier Ministre se fend d'un tweet rédempteur. Mais gouverner, c'est prévoir. Il eut été nettement préférable que le gouvernement anticipe et supprime cette mesure dès 2012. Mais c'était sans doute trop simple pour Moscovici, Cahuzac et consorts qui étaient à la tête de Bercy à cette époque-là, ou pour Valls-Sapin-Eckert qui ont pris la relève aujourd'hui. Idem avec cette mesquinerie qui aurait consisté à déduire de l'Allocation Adulte Handicapés ... les intérêts d'un hypothétique Livret de Caisse d'Epargne. Deux épisodes de plus qui ont ajouté à notre désarroi, à notre frustration, à notre mécontentement.

Mon « ras-le-bol » fiscal.

<http://vincentgwy.cluster014.ovh.net/wp3/2013/09/mon-ras-le-bol-fiscal/>

- Et pour couronner (définitivement ?) le tout, fin décembre 2015 le gouvernement fait **annuler un**

amendement voté l'Assemblée Nationale, qui demandait aux entreprises de rendre public, une fois par an, dans chaque pays où elles sont implantées, le montant de leur chiffre d'affaires, le nombre de leurs employés, les profits réalisés et les impôts payés.

Le b-a-ba en matière de transparence fiscale, réduit à néant par un gouvernement de gauche.

Phénomène connexe et tout aussi inquiétant : on ne ressent **pas d'alignement** entre l'action gouvernementale et celle du Parti Socialiste, le parti étant lui-même coupé de sa base.

Les **défaites électorales** n'y ont rien fait. Le gouvernement a persisté dans une politique qui n'est pas celle que nous avons conçue, soutenue et que le peuple français a choisi en 2012. Le gouvernement a persisté dans une politique qui n'a pas donné de résultat probant. Le PS n'a **pas été en mesure de contrecarrer cette divergence**.

Le premier tour des élections régionales de décembre 2015 montre que nous courons vers une **élimination de la gauche dès le premier tour de la présidentielle de 2017**. Nous le savons, nous fermons les yeux, et ce n'est ni en criant « au loup » ou « au drame », ni un état d'urgence, ni une COP21 réussie, qui renverseront le cours des choses et qui nous réconcilieront avec notre électorat.

Pourtant, souvenons-nous, c'était il y a quelques mois lors du Congrès de Poitiers : sous l'impulsion prétendue de transfuges aubrystes, la Motion A nous promettait pour la rentrée une « inflexion à gauche », qui serait transcrite dans le PLF 2016. Qui a vu quelque chose ? Au-delà d'une communication bien orchestrée mais qui ne trompe personne sur la baisse d'impôts, baisse qui tout juste compense la cascade d'atermoiements, de bévues et de couacs que nous avons

vécus depuis 2012, rien. Rien de plus pour les ménages, rien de plus pour les collectivités, rien de plus pour la dette, toujours plus pour les entreprises mais sans contrepartie ni effet positif durable sur l'emploi global, toutes catégories confondues.

En tant qu'élu local cette position est intenable. Des dotations revues à la baisse, des subventions qui diminuent, la culture et l'action sociale premières victimes de l'action d'un gouvernement de gauche : voilà ce qu'entend à longueur de temps un élu municipal socialiste dans une ville tenue par une majorité de droite. Bien sûr nous résistons vaillamment en remettant les élus UMP/LR face à leurs responsabilités sur la dette publique, mais nous ne pouvons soutenir le gouvernement et conserver la confiance de notre électorat, la contradiction est patente, difficile à vivre.

Et cette politique n'a pas produit de résultats économiques et sociaux, notamment en matière de chômage des jeunes, que le candidat Hollande avait placé en 2012 comme marqueur identitaire de sa réussite, et comme condition à une éventuelle candidature en 2017. Pas de chance, le retour contra-cyclique de la croissance se fait attendre.

Les frondeurs donnent l'impression de rentrer dans le rang, le Mouvement Commun s'est lancé avec beaucoup moins de retentissement que ce qui était envisageable l'été dernier dans le prolongement du congrès, la Plateforme (groupe de réflexion rassemblant des anciens membres du cabinet Montebourg) est silencieuse, les tenants des motions B et D de préparent à nouveau à prendre le Parti d'assaut dès que possible.

Le Congrès de Poitiers fut un leurre. Aucune inflexion de la politique gouvernementale n'en a résulté malgré le contenu

de la motion majoritaire et les déclarations de ses tenants. Et en interne, les représentants des motions contestataires ont été écartés des instances dirigeantes du parti.

Nous ne parviendrons plus à réorienter différemment la politique économique et sociale de notre gouvernement, il nous faut l'admettre, à regret. Et si par miracle cela se produisait, cela viendrait trop tard pour produire des effets économiques ou sociaux tangibles et pour que la gauche en retire des bénéfices électoraux à court ou moyen terme.

Et pour couronner le tout depuis quelques semaines, nous assistons à ce **pathétique débat sur la déchéance de la nationalité**, débat qui déchire le gouvernement, les parlementaires socialistes, les dirigeants du PS alors que la plupart des français, de tous horizons politiques, ont la tête ailleurs.

Cette gauche qui n'a pas tenu ses promesses, qui n'a pas écouté les alertes et les propositions de ses propres militants, qui n'a pas obtenu de résultat en matière de chômage et de pouvoir d'achat, cette gauche-là **est discréditée et ne peut plus gouverner.**

En de telles circonstances, comment retrouver l'envie, la motivation ?

Une sortie « par le haut »

Avant le 6 mai 2012, lorsque je voyais ou que j'entendais le Président de la République j'avais honte. Honte pour mon pays, honte pour ses modestes électeurs qu'il avait tant flattés, qui croyaient en lui, qu'il avait trompés, honte pour l'action politique qu'il décrédibilisait dans son ensemble, honte encore des multiples affaires politico-financières au centre desquelles il se trouvait régulièrement placé.

Aujourd'hui, lorsque je vois ou que j'entends le Président de la République, je n'ai plus honte, j'ai avant tout des regrets. Non pas d'avoir voté pour lui, mais des regrets que lui et ses gouvernements se soient détournés du programme économique sur lequel ils avaient été élus, et que cette volte-face n'ait pas apporté de résultats tangibles. Des regrets intenses, à la mesure de l'énergie que nous avons mise dans les campagnes électorales depuis 2007, et de l'espoir qui fut le nôtre après les victoires de 2012.

C'est moins gênant que la honte, les regrets, mais ça fait plus mal.

Tant par son comportement que par les mesures qu'il a prises, François Hollande a montré qu'il était à hauteur de la situation après les attentats de Janvier et de Novembre 2015. Il sera à jamais un Président marqué et meurtri par ces drames. Son sens de la négociation et son respect d'autrui ont été déterminants dans la réussite de la COP21.

Mais il est tout autant en **échec** sur le plan économique et social, sur la résorption du **chômage** et en particulier de celui des **jeunes** dont il avait fait le marqueur symbole de son quinquennat.

Il n'est donc pas en situation de solliciter un nouveau mandat en 2017. François Hollande est en mesure d'entrer dans l'Histoire, par le haut, en **annonçant dès maintenant** qu'il ne sera **pas candidat** à l'élection présidentielle, qu'il se concentrera durant la fin de son mandat sur les questions internationales et environnementales, sur la lutte contre Daesh, sur l'après COP21, et qu'il laissera son gouvernement gérer les dernières réformes sociales et les affaires courantes de la fin du quinquennat. Alternativement, François Hollande demeure bien entendu libre de se déclarer candidat à sa réélection dans le cadre d'une **primaire**.

C'est à nous, encartés ou pas, militants actifs ou démissionnaires, sympathisants, citoyens engagés qu'il revient de réformer, rénover, refonder, encore et encore notre appareil politique. Cette fois-ci notre action rénovatrice devra s'étendre bien au-delà du cadre du PS. Il n'est pas question d'exclure nos camarades de ce mouvement. Au-delà des partis, il nous revient de rassembler celles et ceux qui n'ont plus d'espoir dans l'action politique « à l'ancienne », qui croient encore au progrès social et qui ne veulent pas céder à la fatalité.

En ce début d'année 2016 il nous revient de prendre le taureau par les cornes, en vue de regagner l'estime et le cœur de notre électorat, afin d'éviter s'il en est encore temps un deuxième tour à l'élection présidentielle qui opposerait deux candidats de droite plus ou moins extrême, et qui renverrait la gauche dans l'opposition pour des années voire pour des décennies.

Mais comment ? A quels sujets s'atteler pour remobiliser notre électorat ?

Huit priorités majeures

De lectures en conversations, de débats en rencontres, se dégagent huit sujets, huit questions sur lesquelles droite et gauche tournent en rond depuis des décennies, huit problèmes dont l'absence récurrente de solution irrite et démobilise nos concitoyens.

1. **Le monde politique** : les affaires financières pourrissent la vie politique, les élus s'affranchissent de leur programme, cumulent les mandats et ne se renouvellent pas. Autant de facteurs exaspérants qui sont pour beaucoup dans l'abstention massive et dans la montée du populisme que nous observons depuis des années.
2. **Le monde de la finance** : on le laisse spéculer et utiliser des instruments qu'il maîtrise mal mais qui peuvent lui apporter un enrichissement rapide. L'absence de régulations mondiales et européennes fortes et efficaces permet l'impunité de tous les abus et de toutes les dérives.
3. **Le travail et le pouvoir d'achat** : il y a trop de jeunes, de seniors et de non qualifiés au chômage alors qu'il y a de moins en moins de travail, et que ceux qui ont encore du travail croulent sous la charge ; sous la pression des exigences financières, le monde du travail se déshumanise, le stress, le mal-être au travail et le burnout progressent, les inégalités se creusent en défaveur des plus pauvres, la précarité et la fin du salariat menacent tous les secteurs économiques. Les exigences de rentabilité des fonds de pension, les hautes rémunérations décorrélées de la performance, les pressions qu'exerce la grande distribution sur ses

fournisseurs, les marges indécentes qu'elle se permet et les produits de basse qualité nutritionnelle qu'elle met à disposition des moins aisés ne sont plus acceptables.

4. **Le développement économique :** Malgré des efforts notoires depuis 2012 pour encourager créations ou relocalisations, la part de l'industrie dans le PIB demeure inférieure à celle de nos partenaires européens. Les entreprises sont pénalisées face à celles issues de pays à moindre exigence sociale ou environnementale. Les embauches promises dans le cadre du Pacte de Responsabilité en contrepartie des baisses de charges n'ont pas eu lieu.
5. **Les cités en déshérence :** D'enquête en reportage sur « les quartiers » le constat est le même : logements dégradés ou insalubres, manque de crèches, d'écoles, de lieux de culture ; manque de personnel d'accueil, d'accompagnement et de médiation ; désertion des services publics ; insuffisance des effectifs de police. Ces cités se situent en marge de la République, les mafias et l'économie parallèle du trafic de drogue prospèrent, les délinquants sont attrapés puis remis en liberté, les apprentis terroristes et les imams radicaux prospèrent en toute impunité.
6. **L'éducation :** Le décrochage scolaire s'amplifie, les filières d'enseignement professionnel ou supérieur ne sont pas en adéquation avec les besoins des administrations et des entreprises ;
7. **Le logement, les transports, l'énergie :** le coût du logement notamment en Ile de France est exorbitant ce qui induit une pression sur les salaires et donc les prix de revient. Le taux de construction de logements dont les logements sociaux est encore trop faible, en résulte un clientélisme persistant dans les administrations

municipales ; le prix du transport par rail est dissuasif, le manque de communication autour des énergies alternatives, de leur disponibilité et de leur efficacité réelle nuit à leur déploiement;

8. **L'organisation de l'Etat** : il subsiste des perceptions de lourdeurs et de lenteurs de l'Etat, des collectivités territoriales, de redondances entre différents échelons et de gabegie, d'inefficacité, de disparités entre le monde du public et celui du privé, alors que par ailleurs certains secteurs (justice, police, hôpitaux) sont sous-équipés et sous rémunérés.

Tout individu, toute équipe prétendant au pouvoir devra apporter des réponses claires à ces attentes, et s'atteler à leur réalisation dès le lendemain de son entrée en fonction.

Comment donner une chance à ces propositions dans le système actuel ?

Un système à réinventer

Se mettre en congé du Parti, quitter le PS, claquer la porte ? La tentation est forte. Et alors dans quel cadre déployer son action militante ? Plus à gauche que le PS, le discours est aigri, démagogique, revanchard, aucune formation n'est apte à assumer un discours et des responsabilités gouvernementales. Et plus au centre, existe-t-il une « **troisième voie** » ?

S'il existe une troisième voie, ce n'est en tout cas pas celle d'un social-libéralisme béat, qui se couperait des classes moyennes et des classes les moins favorisées.

Sur le plan idéologique, l'alternative saurait **allier** le rôle stratégique de l'État, l'effacement des blocages corporatistes, la priorité donnée à la justice sociale, la primauté du dialogue social et l'instauration d'une régulation raisonnée de l'économie au niveau Européen, pour commencer.

Sur le plan stratégique, il nous faut **tirer les leçons** de cinq années de pouvoir, **redessiner les lignes** d'une politique économique, écologique et sociale moderne, juste et sans tabou. Il nous faut aussi faire appel à l'intelligence collective de la société civile, tout en sachant recourir au juste moment à la connaissance des mécanismes de l'Etat que seuls certains hauts-fonctionnaires ou acteurs du système actuel maîtrisent.

Sur le plan tactique, seules des **élections primaires** peuvent créer la dynamique indispensable à un rassemblement autour de ces quelques principes.

1. Des élections primaires en 2016

En premier donc, il nous faut **exiger l'application des statuts du Parti Socialiste** et l'organisation d'une élection **primaire en 2016**.

Chapitre 3

Désignation du candidat à la présidence de la République

Article 5.3.1

Principe des Primaires citoyennes

Le candidat à la présidence de la République est désigné au travers de primaires citoyennes ouvertes à l'ensemble des citoyens adhérant aux valeurs de la République et de la gauche et co-organisées par les formations politiques de gauche qui souhaitent y participer.

Les candidats aux primaires doivent s'engager à soutenir publiquement le candidat désigné et à s'engager dans sa campagne. Au moins un an avant l'élection présidentielle, le Conseil national fixe le calendrier et les modalités d'organisation des Primaires.

S'il devenait clair, à l'horizon du premier trimestre de 2016, que le PS piétinera ses statuts et renoncera à l'organisation de ces primaires, alors notre devoir serait d'en démissionner, ou pour le moins de s'en mettre en congé pour une durée indéterminée.

Le Président sortant, s'il ne choisissait pas de renoncer dès à présent, aurait bien entendu **toute liberté** de participer à ces primaires.

Deux pétitions ont été lancées en janvier 2015, indépendamment l'une de l'autre :

- La première émane de personnalités économiques majoritairement issues de la société civile. Publiée dans Libération et fortement médiatisée, elle connaît un écho retentissant. <http://notreprimaire.fr/>
- La deuxième provient, à mon initiative, de militant(e)s et de sympathisant(e)s socialistes déterminé(e)s à profondément rénover les pratiques politiques :
« les rénovateurs », mouvement collectif imaginé au lendemain du congrès de Poitiers en juin 2015, et qui a pris son essor à la suite des élections régionales de décembre 2015.
 Site web : www.renovateurs.org
 Twitter : @renovateurs2017 #PrimaireG
 Facebook :
<https://www.facebook.com/renovateurs2017/>
 La pétition est accessible ici :
https://www.change.org/organizations/les_renovateurs_2017

2. Une stratégie cohérente laissant une large place au terrain et à la société civile

Ensuite, quelle stratégie adopter pour endiguer cette vague brune ? C'est sur le fond et sur la forme que **les idées et les rêves** peuvent se transformer en **projets et réalités**, autour de 5 axes essentiels et complémentaires :

- **Un constat lucide et courageux**, sans concession ni démagogie, qui établit après 4 ans de présidence socialiste un diagnostic clair et un bilan équilibré de la situation

économique du pays, de ses réussites, de ses atouts, de ses faiblesses, de l'obsolescence de ses institutions, des facteurs de blocage ou de résistance qui entravent maintes réformes ; un constat qui nous permette de nous reconnecter en toute humilité avec cette majorité de ces électeurs qui ne revient plus voter.

- **Des propositions qui répondent aux préoccupations prioritaires** de nos concitoyens, des propositions ni populistes ni technocrates, des propositions innovantes, en nombre modéré, inspirées du quotidien et non écrites par des lobbies, des propositions affranchies des clivages idéologiques traditionnels. Des propositions reflétant nos valeurs humanistes et progressistes, donnant priorité à la justice sociale et à l'économie réelle sur le monde de la finance, de la spéculation, de la cupidité et du court-termisme, des propositions susceptibles d'être mises en œuvre dans le contexte économique et social actuel, au sein de l'UE et du Monde tels qu'ils sont.
- **Un fonctionnement participatif et collaboratif** aux mains de la société civile, laissant une large place à l'expression de témoins issus du terrain, de la vie quotidienne, un fonctionnement capable d'évaluer l'impact des mesures suggérées avant la prise de décision, plutôt que de décider et de devoir ensuite rétropédaler, un fonctionnement à même de susciter des consensus et de mettre en avant des priorités partagées par tous.
- **Une équipe, un réseau**, des compétences venues du terrain mais aussi des membres de l'administration qui connaissent le droit et le fonctionnement de l'État, des relais physiques et médiatiques pour exprimer des positions sur les grands sujets du moment, pour porter

cette écoute et ces propositions sur le terrain par tous les moyens possibles, pour les mettre en lumière à chaque occasion.

- **Une personnalité emblématique** pour incarner ce programme, pour faire vivre cette nouvelle façon de faire et pour fédérer toutes les énergies, car un programme sans leader ou un leader sans programme, c'est sans espoir.

Mais qui ?

Une fatalité à endiguer

Je ne me résous pas à cette résignation et à la fatalité d'un deuxième tour Sarkozy-LePen, ou même à la marche « salvatrice » d'un Juppé relooké. Malgré l'affection et le respect que nous portons à François Hollande, malgré son comportement remarquable au lendemain des attentats de 2015, malgré le succès de la COP21, je ne vois pas comment il peut en moins de 18 mois remonter la pente et inverser la tendance. Alors qui ?

4 personnalités peuvent prétendre à la succession :

- **Ségolène Royal** : son programme de 2007 tenait la route et a fait d'elle une femme d'État. Le courage avec lequel elle a depuis affronté des épreuves personnelles et électorales lui a attiré compassion, respect et sympathie. Son parcours au ministère de l'Environnement confirme ses capacités. Toutefois elle demeure clivante, son caractère réputé difficile et surtout ses déclarations indiquant qu'elle ne veut plus briguer la magistrature suprême l'écartent a priori de la course au pouvoir.
- **Manuel Valls** : son discours sur la République est impeccable. Il est parvenu à la tête du gouvernement à restaurer un peu de cohérence et à endiguer le flot de couacs que nous avons connu les premiers temps. Il demeure en manque de repères idéologiques, il peine à se constituer des réseaux et à dépasser un cadre purement médiatique. Il est marqué à tort ou à raison « à droite de la gauche ». Cela fait qu'il n'est pas en situation de fédérer la gauche.

- **Emmanuel Macron** : certaines de ses analyses impertinentes et provocatrices ne sont pas dénuées de fondement. Sans doute serait-il à même de mettre l'accent sur bien des blocages corporatistes et de transcender les clivages traditionnels. Mais il se ferme des portes et condamne pour un temps ses ambitions lorsqu'il déclare que la légitimité tenue du suffrage universel, « c'est dépassé ».
- **Arnaud Montebourg** : son analyse de la situation économique et de l'état de nos institutions est brillante et implacable, ses propositions demeurent fondées et pertinentes. Son parcours à Bercy a été marqué par du volontarisme et par des réussites. Il lui reste une posture à domestiquer, une motivation à retrouver et un positionnement public à affirmer pour rassembler le plus grand nombre. Il lui reste aussi à s'entourer durablement d'une équipe et de relais fiables, permettant de démultiplier efficacement sa parole et son action, en vue de fédérer largement non seulement les déçus de François Hollande, au-delà des socialistes et des écologistes, mais aussi, à gauche comme au centre, tous les électeurs souhaitant un réel changement et ne voulant pas basculer dans les extrêmes. Des quatre, il est probablement celui qui a la pensée et l'idéologie les plus complètes et les plus modernes, et paradoxalement, il est le mieux placé pour bâtir cette troisième voie autour d'un très large consensus.

A noter, quatre initiatives dignes d'intérêt émanant de groupes ou de personnalités non liées à l'action gouvernementale :

- Jacques Attali et sa plate-forme participative www.france2022.fr
- Jean-Christophe Fromentin (Député-Maire de Neuilly) <http://www.territoiresenmouvement.com/>
- Caroline Haas (journaliste) <http://lagueuledebois.fr/>
- La Transition (collectif d'acteurs économiques) <http://la-transition.fr/>

Les autres leaders socialistes sont soit des figures du passé, soit des présidentiables potentiels mais ils manquent encore de surface, de charisme, de crédibilité ou de notoriété.

Malgré toutes leurs qualités, aucun d'entre eux n'est en mesure d'acquérir en quelques mois l'envergure nécessaire pour mener la bataille et l'emporter en 2017.

Et quoiqu'il en soit, une femme ou un homme seul ne peut y suffire. Depuis des décennies c'est la rencontre d'un **contexte**, d'un **projet** et d'une **personnalité** qui a forgé la victoire à l'élection présidentielle.

Alors que fait-on ?

Et maintenant ?

Reste-t-on les bras ballants, spectateurs impuissants du naufrage du PS, de la violation de ses statuts avec la non-organisation de primaires en 2016, et enfin, clou du spectacle, de la candidature de François Hollande et de son élimination dès le premier tour en 2017 ?

On repart de zéro alors ... diront certains. Oui et non, disons que nous repartons des fondamentaux, et que l'expérience acquise ces 4 dernières années devrait nous permettre de progresser rapidement.

Il nous reste quelques semaines pour obtenir l'organisation des primaires, pour développer une première version de ce programme de reconquête autour des huit priorités déjà identifiées et pour l'exposer aux personnalités mentionnées ci-dessus, puis à tout candidat en phase avec nos valeurs si aucun de ces quatre n'apparaît en mesure de les porter.

Il nous reste quelques mois pour relever un immense défi citoyen : atténuer nos regrets, faire renaitre l'espoir et lancer la reconquête.

www.renovateurs.org

Boulogne-Billancourt, 20 janvier 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 18 janvier 2016

POUR UNE PRIMAIRE DE GAUCHE

***Des socialistes appellent à la tenue d'une primaire à gauche,
conformément aux statuts de leur parti***

Des militants socialistes rénovateurs interpellent le Bureau National du PS et son Premier Secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, pour :

- convoquer un Conseil National d'ici le 28 Février
- arrêter une date pour des **primaires citoyennes** d'ici la fin de l'année 2016
- déterminer les modalités des candidatures et de scrutin

Ils rappellent que le Parti Socialiste a **inscrit dans ses statuts** (point 5.3.1) la tenue obligatoire des primaires citoyennes pour la désignation de son candidat à la présidence de la République et que tout candidat qui n'aurait pas été désigné selon cette modalité statutaire ne pourrait obtenir l'investiture du Parti.

Ces militants sont inquiets de voir leur Parti ne rien décider alors que l'élection présidentielle a lieu dans **moins de 500 jours**.

Pour cela, ils appellent militants et sympathisants à signer la **pétition en ligne** :
<https://www.change.org/p/le-parti-socialiste-pour-une-primaire-%C3%A0-gauche-en-2016>

Contact :
renovateurs2017@gmail.com
Compte Twitter : @renovateurs2017
Compte Facebook : <https://www.facebook.com/renovateurs2017/>

« Les Rénovateurs » est un collectif rassemblant des militantes et militants socialistes, de l'ensemble du territoire et d'horizons divers – élus, employés du privé, fonctionnaires, associatifs...Ils entendent privilégier des pratiques politiques renouvelées laissant une large place à la démocratie participative, aux militants et à la société civile.



A aucun moment je n'ai regretté ni d'avoir fait campagne pour Arnaud Montebourg lors de la primaire de 2011 puis pour François Hollande ensuite, ni d'avoir voté pour ce dernier en 2012.

Si seulement le gouvernement s'était attelé loyalement et méthodiquement à la réalisation du programme dont nous étions convenus et pour lequel il avait été élu, si seulement les alertes que nous avons sans cesse soulevées depuis l'hiver 2013 avaient été entendues et suivies d'effet...

Vincent Guibert

Chef d'entreprise

Membre du parti socialiste depuis le 22 avril 2002

Conseiller Municipal de Boulogne-Billancourt

ISBN 978-1-326-53160-7



9 781326 531607

